



**SOMMAIRE**

Forte progression de la vaccination contre les papillomavirus humains	2
Pour une région en forme	2
Santé mentale en Hauts-de-France : les enseignements des Baromètres Santé	3
La mobilité en Hauts-de-France	4

**Focus**

**Travail social**

Travail social et transformations	5
Schéma régional des formations sanitaires et sociales	5
Voyage avec le Comité local du travail et du développement social CLTSDS Nord	6
Usage et pratique du numérique dans le travail social : l'inclusion numérique	6
« Le logement d'abord vu par tous ses acteurs » : une action du Prefas HDF pour penser, former et agir ensemble !	7
Transformations numériques et travail social : étude des pratiques en formations initiales et défis à relever	8
Médiation numérique et pouvoir d'agir	8
Lus pour vous / À lire	9
Disponibilité des médecins pour les patients selon leur mode d'exercice	10
Union européenne de la santé : quelles avancées ?	11
Agenda	12

## RÉGION

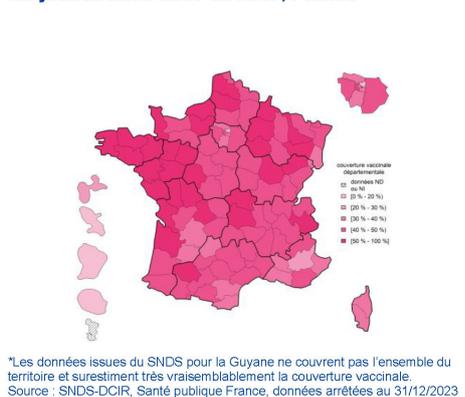
# Forte progression de la vaccination contre les papillomavirus humains

Selon le dernier bilan de Santé publique France sur la vaccination en Hauts-de-France, la vaccination contre les infections à papillomavirus humain (HPV) a nettement progressé dans la région.

Ainsi, suite aux campagnes de vaccination dans les collèges, 65 % des filles (+17 points sur un an) et 49 % des garçons (+18 points) âgés de 12 ans (nés en 2011, majoritairement scolarisés en classe de 5<sup>e</sup>) ont reçu au moins une dose de vaccin contre les HPV, pour des moyennes nationales de respectivement 55% et 41%. Dans l'ensemble, en 2023, la moitié des jeunes filles de 16 ans ont un schéma de vaccination complet (contre 45 % en France), ainsi qu'environ 16 % des garçons, un taux légèrement supérieur à la moyenne nationale.

À l'occasion de l'inauguration du centre de vaccination de Liévin et de la semaine européenne de la vaccination, l'ARS Hauts-de-France s'est félicitée de cette augmentation significative, mais rappelle que « l'augmentation continue des couvertures vaccinales contre les HPV – seul vaccin efficace contre des cancers – est essentielle et doit encore progresser pour atteindre à terme 80 % d'une classe d'âge vaccinée. La vaccination prévient jusqu'à 90 % des infections à HPV à l'origine de différents cancers (6 000 nouveaux cas de cancers par an en France, dont le plus fréquent est le cancer du col de l'utérus). »

Figure 7. Couvertures vaccinales contre les papillomavirus humains (2 doses) à 16 ans, chez les jeunes filles nées en 2007, France\*



En savoir plus sur [pf2s.fr](https://pf2s.fr)



En savoir plus sur [pf2s.fr](https://pf2s.fr)



## RÉGION

# Pour une région en forme

En cette année où la France accueille les Jeux olympiques et paralympiques, la promotion de l'activité physique et sportive a été déclarée Grande Cause Nationale 2024. L'objectif est d'encourager chacun à pratiquer chaque jour 30 minutes d'activité physique, pour lutter contre la sédentarité croissante et valoriser les bienfaits du sport.

En Hauts-de-France, une journée régionale pour une France en forme s'est tenue le 15 mai dernier au Louvre-Lens. Au programme, une conférence-débat « Pour une France en forme », des animations sportives et culturelles, dont une visite sportive du musée en 30 minutes, des initiations à une vingtaine de disciplines sportives, ainsi qu'une randonnée-footing de 6 km au départ du musée du Louvre-Lens. Plus de 300 personnes ont participé aux activités de cette journée régionale.

Organisées dans toutes les régions françaises, ces journées poursuivent deux objectifs fondamentaux :

- Informer et sensibiliser la population à l'importance de l'activité physique et aux risques de l'inactivité physique et la sédentarité.
- Accompagner pour un changement de mode de vie pour la santé.

## RÉGION

# Santé mentale en Hauts-de-France : les enseignements des Baromètres Santé

Les Baromètres Santé sont des enquêtes nationales conduites par Santé publique France. Ils permettent non seulement de faire un état des lieux des comportements, des connaissances et de la santé des personnes résidant sur le territoire, mais également d'étudier les évolutions au cours du temps. Grâce à un échantillonnage important, les résultats peuvent être déclinés à l'échelle régionale, permettant ainsi une meilleure connaissance des spécificités propres à chaque territoire.

À travers une série d'indicateurs, le Baromètre Santé 2021 traduit un état de santé mentale dégradé pour une part de la population des Hauts-de-France, mais surtout des vulnérabilités très hétérogènes selon la situation personnelle et sociodémographique.

Selon les déclarations des habitants des Hauts-de-France âgés de 18 à 85 ans, plus d'un sur huit a souffert d'un épisode dépressif caractérisé (EDC, diagnostiqué à travers un algorithme de quelques questions) au cours de l'année précédant l'enquête. Les femmes en sont plus souvent victimes que les hommes, les jeunes adultes plus que les seniors, et les responsables de familles monoparentales plus que les couples sans enfant. La situation professionnelle et économique est également un facteur de risque puisque les personnes au chômage sont presque deux fois plus touchées que les personnes en emploi, et celles se disant en difficulté financière le sont presque trois fois plus que les personnes présentant une situation plus aisée.

Par ailleurs, les habitants de la région sont près d'un sur vingt à déclarer avoir eu des pensées suicidaires au cours de l'année, plus les femmes, les personnes précaires et celles vivant seules. En outre, seules trois personnes sur cinq indiquent avoir parlé de ces idées noires à quelqu'un, que ce soit à un professionnel (premier confident déclaré), qu'à de la famille, des amis...

Cette situation se traduit par des tentatives de suicide relativement fréquentes ; un habitant de la région sur treize (près d'une personne en difficulté financière sur cinq) indique avoir déjà essayé de mettre fin à ses jours. Malgré leur jeune âge, c'est le cas de près d'un étudiant de la région sur huit. Il est à noter que bien que les femmes soient plus nombreuses à tenter de mettre fin à leur jour, elles déclarent également plus fréquemment que cela était un appel à l'aide mais qu'elles n'avaient pas l'intention de mourir (près de deux cas sur trois contre moins d'un sur deux chez les hommes).

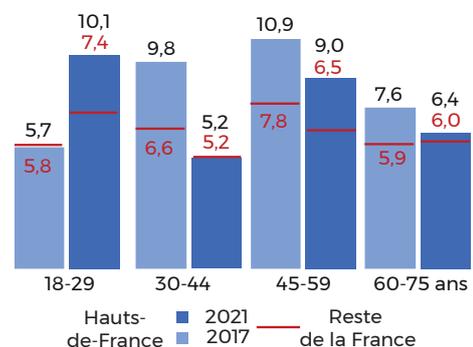
### Une évolution particulièrement défavorable au cours des dernières années chez les jeunes adultes

Les EDC ont augmenté de 60 % chez les moins de 30 ans entre 2017 et 2021. Les cas les plus sévères ont été multipliés par quatre en quatre ans.

Alors que les taux de personnes déclarant avoir eu des pensées suicidaires au cours de l'année ont globalement baissé depuis 2005, entre 2017 et 2021 ils ont plus que doublé chez les personnes de 18 à 29 ans.

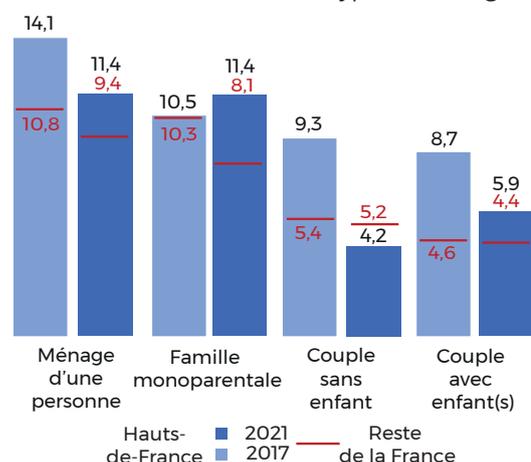
Sur cette période, les taux de jeunes adultes ayant déclaré avoir tenté de se suicider ont doublé, tandis qu'une baisse est enregistrée dans les autres classes d'âge.

Évolution des tentatives de suicide au cours de la vie selon l'âge



taux standardisés sur le sexe pour 100 personnes de 18-75 ans  
Sources : Baromètres Santé 2017 et 2021, Santé publique France - Exploitation : OR2S

Évolution des tentatives de suicide au cours de la vie selon le type de ménage



taux standardisés sur l'âge et le sexe pour 100 personnes de 18-75 ans  
Sources : Baromètres Santé 2017 et 2021, Santé publique France - Exploitation : OR2S



En savoir plus sur [pf2s.fr](https://www.pf2s.fr)

## RÉGION

# La mobilité en Hauts-de-France

*Dans sa lettre de juin, Sylvie Charrière, commissaire à la lutte contre la pauvreté en Hauts-de-France a mis en avant la problématique de la mobilité dans la région. La mobilité physique ou psychosociale est un élément essentiel pour le maintien du lien social, l'accès aux soins, la poursuite d'études ou de formations, l'accès aux loisirs, etc. En somme, la mobilité est synonyme d'autonomie et pour les personnes en situation de précarité, l'incapacité à se déplacer est souvent identifiée comme un frein pour l'accès aux droits et à l'emploi.*

En Hauts-de-France, plus de quatre personnes sur cinq utilisent quotidiennement la voiture pour aller travailler tandis que plus d'un quart des personnes en insertion professionnelle abandonnent leur emploi ou formation pour des raisons de mobilité. Face à ce constat, il est nécessaire que les acteurs de la mobilité et les collectivités développent l'offre de service proposée aux habitants pour leur redonner du pouvoir d'agir.

### Tour d'horizon de quelques initiatives en région

- [Le bus départemental pour l'emploi dans l'Oise](#)

Lancé en 2016 par le Conseil départemental de l'Oise, le bus pour l'emploi est un dispositif gratuit, ouvert à tous et sans rendez-vous, destiné à accompagner les populations de zones rurales vers l'emploi et la formation. Ce bus s'adresse aux demandeurs d'emploi et aux personnes en recherche de formation, mais aussi aux employeurs locaux qui pourraient rencontrer des difficultés à recruter. Le binôme chauffeur agent d'accueil et conseiller en insertion professionnelle est chargé d'informer, orienter et mettre en relation employeurs et demandeurs d'emploi. Le département compte aujourd'hui cinq bus, qui se déplacent dans les communes de moins de 5 000 habitants qui comptent plus de 30 demandeurs d'emploi inscrits à France Travail.



© Département de l'Oise



En savoir plus sur [pf2s.fr](https://pf2s.fr)

- [Les camions bleus France services dans le Nord](#)

Afin d'accompagner les Nordistes dans leurs démarches administratives (santé, emploi, retraite, impôts, etc.), et en complément des Maisons France services, lieux d'accueil fixes, le département du Nord a mis en place des lieux d'accueil itinérants, les Camions bleus France services. Ces bus, au nombre de six actuellement, répondent ainsi à des enjeux de non-recours aux droits. Retrouvez les étapes des bus France service sur la [cartographie des ressources numériques des Assembleurs](#), dans la rubrique « structures mobiles / multi-sites / itinérantes ».



© Département du Nord

- [Le MuMO, musée mobile sur les routes des Hauts-de-France](#)

Le Musée Mobile, MuMo, est une initiative itinérante qui vise à agir en faveur de la démocratisation culturelle dans les QPV et les zones rurales de toute la France. L'objectif est de donner l'opportunité aux jeunes éloignés des centres culturels d'accéder à une expérience artistique et esthétique dès le plus jeune âge. Le MuMo prend la forme d'un container qui peut aisément voyager par bateau ou camion. Parvenu à destination, il se transforme en un musée et organise des ateliers de pratique artistique en prolongement de la visite. Sensible à l'enjeu d'égal accès à la culture, la Commissaire soutient l'association des Amis du MuMo pour un déploiement dans les Hauts-de-France en 2024.

## Travail social et transformations

Publiée fin 2023 par le Haut Conseil du Travail Social, la dernière édition du Livre Blanc du travail social dresse le constat d'une crise majeure d'attractivité des métiers du secteur : difficultés de recrutement, turn-over, désaffection des jeunes générations pour ces formations, etc. Face à ce constat, les propositions du Livre blanc visent à améliorer l'exercice professionnel, à recréer des vocations, à lever les freins. Il promeut notamment une revalorisation significative des métiers avec des actes de reconnaissance, des mesures qui redonnent du sens et un projet au travail social en faveur des personnes accompagnées.

Dans la lignée des constats dressés par le Livre blanc, le Comité Local du Travail et du Développement Social a organisé le 3 juin dernier une journée d'étude qui a permis d'échanger sur les problématiques actuelles du secteur et les évolutions à venir (voir article page 6). L'évolution des pratiques se nourrit aussi des travaux du Prefas, organisme dont les travaux portent sur l'articulation entre recherche, pratiques et formation (voir article page 7). Les récents travaux du Prefas ont notamment permis de souligner l'importance d'inclure le numérique dans les formations du domaine du travail social (voir article pages 6 et 7), à l'image des recommandations du Livre blanc. En ce sens, les formations aux métiers du social évoluent aujourd'hui afin de prendre en compte ces mutations et de mieux former les intervenants sociaux aux usages du numérique et à la pédagogie d'autonomisation *via* ces outils (voir articles page 8).



### Schéma régional des formations sanitaires et sociales

Depuis 2017, la Région est compétente pour délivrer les agréments des formations en travail social, après avis de la Dreets sur la conformité et la qualité de la formation. L'agrément délivré est valable 5 ans et peut être renouvelé. La campagne d'agréments vient d'être ouverte pour la période 2025-2030.

La Région Hauts-de-France a lancé une campagne d'agrément qui est ouverte du 15 juin au 15 août 2024.

Pour répondre aux enjeux et aux objectifs du Schéma régional des formations sanitaires et sociales, un règlement d'intervention de délivrance a été adopté. Il fixe des critères de sélection et de qualité pour agréer les établissements dispensant des formations en travail social.

Ce règlement ainsi que les informations relatives aux modalités de dépôt sont consultables sur le site de la Région. Une adresse électronique est dédiée pour répondre aux questions relatives à un dépôt de dossier : [sfss-agrements@hautsdefrance.fr](mailto:sfss-agrements@hautsdefrance.fr).

Pour toute demande d'information concernant le volet pédagogique des demandes d'agrément, il est possible de solliciter le service des formations sociales et paramédicales de la Dreets Hauts-de-France en écrivant à l'adresse suivante : [dreets-hdf.sfsp@dreets.gouv.fr](mailto:dreets-hdf.sfsp@dreets.gouv.fr).



En savoir plus sur [pf2s.fr](https://pf2s.fr)



En savoir plus sur [pf2s.fr](https://pf2s.fr)

## FOCUS

# Voyage avec le Comité local du travail et du développement social CLTSDS Nord

C'était vraiment un voyage que cette journée d'étude annuelle du CLTSDS Nord a proposé à ceux qui étaient présents au Centre régional de formation des professionnels de l'enfance, le 3 juin dernier. Une belle étape pour le travail social et le développement social, vers un avenir fait de plus de transversalité, de « pouvoir d'agir », de culture commune, effectuée par presque 150 personnes à bord du même navire !

Ouvert par Marie Tonnerre, vice-présidente au Département du Nord, en charge de l'enfance de la famille et de la jeunesse, puis par Mathieu Klein, Président du Haut Conseil du Travail Social\*, l'événement a débuté par les interventions des représentants de chacun des huit membres\*\* du CLTSDS Nord. Un temps riche de partages pluridisciplinaires, toutes thématiques confondues, fait de constats, de recherches, d'actions déjà lancées, d'expérimentations, de questions. Chacun a expliqué de son point de vue (professionnel du travail social, association, chercheur, formateur, élu...) à ceux qui étaient venus pour découvrir, tout ce qui a déjà été lancé, ... et tout ce qu'il reste encore à faire !

Débureaucratisation, décloisonnement, prise en compte des réalités locales, co-constructions, formations, histoires à mettre en avant pour donner à voir, ... ; les envies et les besoins sont nombreux, certaines initiatives déjà engagées et les projets foisonnent. C'est un irrésistible appel à contribution pour faire évoluer les pratiques, les métiers, les formations, faire connaître et reconnaître l'importance du travail déjà fait et tout ce qu'il reste à effectuer au sein de la société, tout particulièrement en ces temps de transitions démographiques, écologiques et numériques, en direction des plus vulnérables.

« Vulnérabilités en travail social : des ressources insoupçonnées » tel était d'ailleurs le thème de la journée,

et ce sera la thématique centrale autour de laquelle vont se mettre en place différents groupes de travail à partir du croisement des savoirs expérimentaux, pratiques et universitaires. C'est un engagement au service des personnes et de leurs droits fondamentaux, pour développer une vision stratégique territorialisée et collective des politiques publiques de solidarité, d'action sociale et de développement social, ... un défi qui se rapproche et s'apparente à ceux de la transition écologique. Comme l'avait écrit Bruno Latour, anthropologue et philosophe des sciences, « c'est dramatiquement enthousiasmant ! ».

Vous n'avez pas pu participer à cette journée d'étude, vous êtes intéressé et souhaitez contribuer au travail du CLTSDS et naviguer avec le collectif, contactez Sandrine Dautigny, coordinatrice du CLTSDS Nord à l'adresse : sandrine.dautigny@lenord.fr

\* Créé en 2016, le HCTS a un rôle de conseil auprès du Ministère du Travail, de la Santé et des Solidarités auquel il est rattaché. Il réalise des travaux d'observation, d'évaluation et de recherche sur le travail social, et formule des recommandations et des avis concernant les évolutions à apporter aux pratiques professionnelles. Pour ancrer son action en territoire, il a initié la création de 19 comités locaux dont l'action se développe à partir des recommandations du Livre Blanc qu'il a publié en 2023.

\*\* Les partenaires qui co-animent le CLTSDS Nord avec le Département du Nord :

- [Union Départementale des Centres Communaux d'Action Sociale](#)
- [ATD Quart Monde France](#)
- [Institut Régional du Travail Social Hauts-de-France](#)
- [Ecole des Sciences de la Société - Lille](#)
- [Uriopss Hauts-de-France](#)
- [SII LAB, Laboratoire d'innovation territoriale](#)
- [Centre Régional de Formation des Professionnels de l'Enfance \(CRFPE\)](#)



En savoir plus sur [pf2s.fr](https://pf2s.fr)

## FOCUS

# Usage et pratique du numérique dans le travail social : l'inclusion numérique

### Comment est né le projet d'inclusion numérique dans le travail social ?

Comme le souligne ce rapport du Prefas les mentions au numérique sont encore trop rares dans les référentiels professionnels et de formation. Pourtant, le numérique est aujourd'hui un outil incontournable dans la vie de tout à chacun : pour l'accès aux droits et le développement du pouvoir d'agir des publics. Ce projet a pour ambition de mieux former pour mieux accompagner les apprenants sur ce sujet.

### Quelle est la particularité de ce module ?

L'originalité de notre module porte sur le fait que les apprenants travaillent sur des situations concrètes construites avec des experts de la médiation numérique.



En savoir plus sur [pf2s.fr](https://pf2s.fr)

# « Le Logement d'abord vu par tous ses acteurs » : une action du Prefas HDF pour penser, former et agir ensemble !

Le Pôle ressources recherche formations en action sociale (Prefas) réunit une pluralité d'acteurs soucieux de promouvoir la recherche en travail social sur notre territoire régional au service de la formation et du développement des pratiques professionnelles. Chercheurs, cadres pédagogiques, directeurs des établissements de formation, documentalistes, professionnels de terrain, étudiants en travail social, agents des services de l'état et des collectivités, tous contribuent depuis ces dernières années à réfléchir ensemble aux enjeux centraux pour notre société, valoriser les initiatives et impulser de nouvelles dynamiques sur les territoires. Ce travail de recherche en réseau s'appuie sur les forces de six établissements de formation et de recherche en travail social (Aferdes, Apradis, CRFPE, EESTS, ESSLIL, IRTS), qui couvrent l'ensemble de l'espace régional, au plus près des réalités et besoins de ceux qui y vivent et qui y agissent au quotidien.

Parmi les travaux, soulignons l'action menée depuis six ans en collaboration avec la Coordination mobile accueil orientation (« Le logement d'abord vu par tous ses acteurs ») qui illustre de quelle manière peuvent dialoguer les savoirs issus de la recherche, du milieu professionnel et de l'expérience de vie des personnes directement concernées, pour soutenir le développement de pratiques plus inclusives et partenariales.

Centrée sur les politiques de lutte contre le sans-abrisme et les modalités d'accompagnement des personnes sans-domicile, cette démarche s'est appuyée sur la réalisation d'une recherche portant sur l'accès et le maintien dans le logement, puis sur deux journées d'étude organisées en 2020. Elle a été suivie par la mise en place de 24 sessions de



formation pluri-acteurs (travailleurs sociaux, professionnels de la santé, bailleurs sociaux, bénévoles, travailleurs pairs) sur huit territoires différents, réunissant au total plus de 600 participants entre 2021 et 2022. En 2024, deux nouvelles journées d'études ont été proposées pour des professionnels et des étudiants en travail social. Cette action répond sans nul doute à un besoin réel de croiser les regards, les expériences et pratiques pour penser autrement et relever ensemble les nouveaux défis. Elle se poursuivra grâce à un programme de formation certifiante élaboré conjointement par les partenaires, et l'ouverture prochaine d'un diplôme universitaire, accrédité par l'Université catholique de Lille.

Articuler recherche, pratique et formation constitue le fil rouge des travaux menés par les équipes engagées dans le Prefas Hauts-de-France. Ce souci de se situer au plus près des besoins du terrain les conduit à présent à investir de nouvelles questions en lien étroit avec le milieu professionnel et les acteurs de l'orientation : celles liées à l'attractivité des métiers du travail social.

Pour plus d'informations sur les activités du PREFAS cliquez [ici](https://www.prefas.fr).



En savoir plus sur [pf2s.fr](https://www.pf2s.fr)

Nous nous sommes appuyés sur le cas d'un jeune nommé Maurice pour développer différents scénarios familiaux.

## À qui s'adresse ce module ?

Ce module est transversal et s'adresse aux apprenants de première année des formations de niveau 6. Il est mis en œuvre sur nos trois sites simultanément avec des temps synchrone et asynchrone en présentiel et en distanciel.

## Quelles sont les perspectives d'évolution de ce module ?

Nous souhaitons développer d'autres modules de formation sur le principe de cette famille qui pourraient s'adresser à différents dispositifs de formation sur d'autres thématiques et nous envisageons de mettre en place un module spécifique en troisième année, centré sur le développement

de l'esprit critique et la sensibilisation à l'utilisation de l'intelligence artificielle. Nous projetons également d'ouvrir ce module aux travailleurs sociaux. L'idée est de s'appuyer sur la pairagogie pour que l'apprentissage entre les pairs soit un facilitateur et un vecteur de développement des compétences à travers la mise en place de situations d'apprentissage et d'évaluation.



# Transformations numériques et travail social : étude des pratiques en formations initiales et défis à relever

Cette étude a été réalisée en 2023 par le [Prefas Hauts-de-France](#), et sous commande de la Dreets. Son objectif est d'identifier les pratiques de formation à l'égard du numérique dans les formations initiales du travail social (niveau 6). Autrement dit, comment construisons-nous nos pratiques pédagogiques pour sensibiliser les futurs travailleurs sociaux à l'usage du numérique pour eux-mêmes, et pour l'accompagnement des publics du travail social ?

Ce travail a été mené conjointement par une équipe pluridisciplinaire composée de chercheurs, de cadres pédagogiques, de chargés de mission, et de documentalistes des écoles de formation en travail social de la région. Après avoir réalisé une lecture critique des référentiels des formations ASS, CESF, EJE, ES et ETS pour relever les mentions explicites du numérique et les attendus implicites, l'équipe de recherche a construit un questionnaire qui a été diffusé auprès des cadres pédagogiques, formateurs, documentalistes et les directions de nos cinq établissements (IRTS HDF, Afertes, Apradis, CRFPE, EESTS). Ce questionnaire est venu interroger trois axes de recherche afin de comprendre comment le numérique est enseigné et mobilisé en formation, quels sont les usages numériques des étudiants et des formateurs, et quel est le rapport au numérique des professionnels de la formation.

Les résultats rendent compte de l'état des lieux des pratiques de formation au numérique et par le numérique (thématiques enseignées, modalités pédagogiques, formateurs), de la place du numérique dans la relation formateur – apprenant (les compétences des apprenants et leur évaluation), et des enjeux du numérique pour les

établissements de formation (apprentissage en distanciel, compétence des formateurs et plans de formation, stratégies de développement).

[Le rapport final de l'étude est disponible sur le site du Prefas Hauts-de-France](#). La restitution de cette étude par l'équipe de recherche a eu lieu le 12 décembre 2023 sous la forme d'un webinaire d'une heure trente, en présence d'Anne DUCHEMIN, chargée de mission Politiques sociales et innovations publiques, service appui à l'innovation des politiques publiques, à la Dreets Hauts-de-France. Le replay du webinaire est aussi en accès libre [ici](#) sur le site du Prefas.





## Médiation numérique et pouvoir d'agir

La dématérialisation des démarches administratives, les nouvelles habitudes de travail et d'accompagnement suite à la période Covid, ont mis en lumière le besoin des travailleurs sociaux et divers médiateurs, à être formés, tant à la maîtrise des outils numériques qu'à la pédagogie d'autonomisation en lien avec l'utilisation des réseaux.

La filière Intervention sociale du DEUST de l'Université du Littoral Côte d'Opale s'inscrit en droit fil des mutations du travail social et a pour objectif de former des acteurs du secteur « social » au sens large du terme, nouveaux métiers de l'intermédiation, de l'accompagnement de projet dans les champs de l'intervention sociale, de l'insertion sociale et professionnelle, du secteur des services à la personne et du développement social.

C'est dans cette logique de mutation du travail social qu'un diplôme universitaire de « Médiation Numérique et Pouvoir d'agir » a été créé et intégré dans la seconde année du DEUST Intervention sociale. Il vise à développer des compétences d'accompagnement des publics éloignés des usages numériques afin de réduire les effets de la fracture numérique en matière d'accès aux droits.

Pour plus d'informations :  
Willy Duchateau, responsable pédagogique de la filière intervention sociale  
[willy.duchateau@univ-littoral.fr](mailto:willy.duchateau@univ-littoral.fr)

**En savoir plus sur [pf2s.fr](https://pf2s.fr)**

[En savoir plus sur pf2s.fr](https://pf2s.fr)

# LUS POUR VOUS



## Activité physique et sédentarité

Alors que plus d'un tiers des enfants âgés de 6 à 10 ans n'atteignent pas les recommandations en matière d'activité physique, ce nouveau numéro d'Épitomé est consacré à l'activité physique et à la sédentarité. Outre quelques chiffres clés sur cette thématique, ce numéro présente différents travaux des ORS, aux approches diverses et complémentaires, afin d'observer et d'évaluer les politiques publiques dans ce domaine et d'identifier les freins et leviers pour expliquer les décalages entre recommandations et pratiques.

[Fédération nationale des observatoires régionaux de santé. « Activité physique et sédentarité », Épitomé, n°7, avril 2024.](#)



## Jeunesse et mobilité : la fracture rurale

Cette étude, menée par l'Institut Terram et Chemins d'avenirs, dresse un état des lieux complet du rapport de la jeunesse vivant dans des espaces ruraux à la mobilité. Si près de la moitié souhaitent poursuivre leur vie dans leur territoire d'origine, les jeunes ruraux doivent composer avec la distance pour la scolarité, les courses, les démarches administratives, l'accès aux soins, etc. Pour la poursuite de leurs études, puis leur carrière professionnelle, ces jeunes font face à des enjeux de mobilité importants alors qu'une majorité d'entre eux se projettent dans un territoire similaire au leur.

[Assouly, F., Berlioux, S. & Delage, V., « Jeunesse et mobilité : la fracture rurale », mai 2024.](#)



## Soutenir la construction des premiers liens parent-enfant

Les premières années de la vie de l'enfant, y compris *in utero*, sont une période charnière pour son développement. Ainsi les expériences vécues au tout début de l'existence, positives ou négatives, ont un impact plus tard sur la santé physique et mentale des individus. Ce numéro de La Santé en action recense les dernières connaissances scientifiques sur la construction des interactions parent-enfant, les freins à des interactions précoces, chaleureuses et stables, mais aussi des exemples d'actions visant à renforcer les interactions et/ou à prévenir les troubles de l'attachement.

[« Soutenir la construction des premiers liens parent-enfant », La santé en action, n°466, mai 2024.](#)

# À LIRE

## L'écologie sociale et la transformation des pratiques



Ce numéro du *Sociographe* propose d'explorer les liens entre écologie sociale et travail social par la mise en perspective d'expériences, d'innovations et de recherches d'adaptation aux enjeux écologiques, menées entre autres en France, en Belgique ou au Canada. Aujourd'hui concerné par la question écologique, le travail social a pour mission d'accompagner le changement social. Les auteurs insistent sur la nécessaire transformation des pratiques professionnelles et les leviers d'action possibles, tout en prenant en compte les freins au changement, comme les vulnérabilités économiques et sociales ou les inégalités de mobilisation citoyenne pour les publics les plus éloignés des processus de transition écologique et sociale. La transformation des pratiques peut s'appuyer sur des expériences très diverses, de la recherche scientifique aux voyages militants et humanitaires, sans oublier la pratique de la démocratie directe, le développement de communautés de territoires en vue d'une transition équitable, etc. L'enjeu est de favoriser une conception systémique et globale de l'intervention sociale en faveur d'une maîtrise de l'empreinte humaine environnementale.

« Le message de l'écologie sociale n'est ni primitivisme ni technocratique. Elle cherche à définir la place de l'humanité dans la nature – place singulière, extraordinaire – sans tomber dans un monde préhistorique antitechnologique ni partir sur un vaisseau de science-fiction. »

[Bookchin, Murray \(2012\). Qu'est-ce que l'écologie sociale ?, Atelier de création libertaire.](#)

Sous la direction de Albert, L., Étienne, P. et Midrez, P. « L'écologie sociale et la transformation des pratiques », *Sociographe*, n°86, 2024

# Disponibilité des médecins pour les patients selon leur mode d'exercice

Face au contexte de baisse de la démographie médicale, le panel d'observation des pratiques et des conditions d'exercice en médecine générale de la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees) a trois objectifs principaux : observer le cadre d'activité, l'environnement professionnel et les rythmes de travail, observer les pratiques de prise en charge en médecine générale et leurs déterminants, et répondre aux attentes spécifiques des acteurs régionaux.

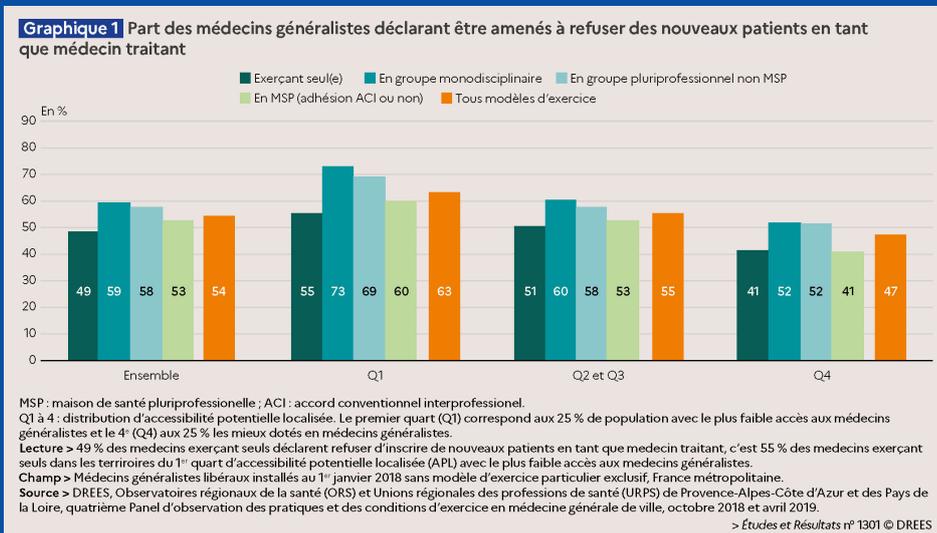
Selon cette récente publication de la Drees, plus de la moitié des médecins généralistes ont été amenés à refuser de nouveaux patients en tant que médecin traitant en 2019. Cependant, cette pratique varie selon le mode d'exercice : si 49 % des médecins exerçant seuls ont refusé de nouveaux patients en 2019, ce taux monte à 59 % chez les professionnels exerçant en groupe monodisciplinaire. Pour ceux exerçant en groupe pluriprofessionnel (hors MSP), le taux s'établit à 58 %, tandis que pour les professionnels exerçant en MSP il est de 53 %. Par ailleurs, les jeunes médecins sont plus susceptibles de refuser de nouveaux patients (59 % des 30-40 ans, contre 51 % de ceux de 60 à 70 ans), ainsi que ceux installés en zone sous-dotée, c'est-à-dire avec un faible accès aux médecins généralistes (63 %, contre 47 % dans les zones les mieux dotées).

Face à la baisse de la démographie médicale, deux autres adaptations des pratiques peuvent être mises en place par les médecins : le refus de patients occasionnels ou l'allongement des délais de rendez-vous. Concernant la première pratique, dans l'ensemble, près de la moitié des

médecins sont amenés à refuser des patients occasionnels (46 %), et en particulier ceux exerçant en groupe pluriprofessionnel non MSP (59 % contre 47 % en MSP). S'agissant de l'allongement des délais de rendez-vous, 55 % des médecins y ont recours, une pratique plus développée chez les médecins exerçant en groupe pluriprofessionnel non MSP (63 % contre 61 % en MSP), que chez les médecins exerçant seuls (45 %) ou ceux exerçant en groupe monodisciplinaire (59 %).

Cependant l'âge des professionnels et la composition de l'offre de soins du territoire sont des facteurs déterminants pour apprécier la disponibilité des médecins vis-à-vis de la patientèle : « D'une part, les médecins les plus âgés, exerçant plus fréquemment seuls, refusent moins souvent les patients occasionnels (35 % des 60 ans ou plus, contre 61 % chez les moins de 39 ans). D'autre part, les médecins exerçant dans les territoires moins bien dotés en soins généralistes, où sont concentrés les médecins en groupe pluriprofessionnel (en MSP ou non), refusent plus fréquemment des patients occasionnels et déclarent également plus souvent être amenés à augmenter leurs délais de rendez-vous ».

[Biais, M., Cassou, M. et Franc, C. « Les médecins généralistes exerçant seuls et ceux en maison de santé pluriprofessionnelle se distinguent par une plus grande disponibilité pour les patients », Études et résultats, n°1301, Drees, mai 2024.](#)



En savoir plus sur [pf2s.fr](https://pf2s.fr)

## EUROPE

# Union européenne de la santé : quelles avancées ?

*Alors que les élections européennes ont lieu en ce mois de juin 2024, l'Union européenne (UE) a récemment fait le bilan de ses avancées en matière de santé depuis 2019 et les précédentes élections européennes. Marquée dès le début par la pandémie de la Covid-19, cette mandature a aussi permis de réels progrès en matière de santé, bien qu'il reste encore beaucoup à faire pour concrétiser l'Union européenne de la santé.*

Si la pandémie de la Covid-19 a été un choc et une crise qui a mis à rude épreuve les systèmes de santé européens, ce fut aussi l'occasion pour les membres de l'UE de développer une véritable collaboration en matière de santé, comme ce fut le cas pour la campagne européenne de vaccination, la mise en place d'un certificat Covid européen ou encore pour la participation au programme COVAX, ayant pour but d'assurer un accès équitable à la vaccination contre la Covid-19 au niveau mondial. Les bases de l'Union européenne de la santé ont été jetées durant cette pandémie, mais sa pérennité doit s'étendre au-delà de cette crise : le programme « L'UE pour la santé » (EU4Health) est né de cette volonté.



Parmi les différents objectifs de ce programme, certaines mesures se sont déjà concrétisées :

- Un renforcement de la sécurité sanitaire afin de mieux répondre aux crises futures avec la mise en place de l'Autorité de préparation et de réaction en cas d'urgence sanitaire (HERA) ;
- La mise en place d'un plan européen pour vaincre le cancer qui porte sur l'ensemble des étapes : prévention, diagnostic, thérapie mais aussi soins de suite ;
- Le développement du numérique en santé à l'échelle européenne, notamment avec la mise en place d'un espace européen des données de santé (EHDS) ;
- Sur proposition de la Commission, le Parlement s'est positionné en faveur d'une réforme de la législation en matière de produits pharmaceutiques, afin de favoriser l'innovation, renforcer la sécurité d'approvisionnement et l'accessibilité des médicaments.

En outre, l'UE porte une approche globale de la santé, ce qui comprend la santé mentale, aussi importante que la santé physique, et vise de par ses actions à promouvoir le bien-être mental, améliorer la prévention et les services de soutien, et éradiquer la stigmatisation dans ce domaine important.

### L'approche globale de la santé mentale en Europe

La santé mentale fait partie intégrante de notre santé et bien-être. Selon l'enquête Eurobaromètre santé mentale réalisée en octobre 2023, 46 % des Européens ont rencontré un problème émotionnel ou psychosocial au cours des douze derniers mois et un sur deux n'a pas consulté un professionnel pour se faire aider. Avec une approche globale de la santé mentale, financée à hauteur de 1,2 milliard d'euros, l'UE entend briser la stigmatisation liée aux problèmes de santé mentale, en mettant particulièrement l'accent sur les personnes vulnérables et les jeunes, chez qui le suicide est la deuxième cause de décès.



En savoir plus sur [pf2s.fr](https://pf2s.fr)

## AGENDA

**10 septembre 2024**  
**Arras**

PROTECTION DE L'ENFANCE ET HANDICAP :  
QUELS LEVIERS FACE À CETTE DOUBLE  
VULNÉRABILITÉ ?

ORGANISATION : URIOPSS HAUTS-DE-  
FRANCE  
INSCRIPTION : [CLIQUEZ ICI](#)

**12 septembre 2024**  
**Loos**

FORUM DE L'EXPÉRIMENTATION EN SANTÉ  
AVEC LE TIERS-LIEU IN CITU

ORGANISATION : EURASANTÉ  
INSCRIPTION : [CLIQUEZ ICI](#)

**24-25 septembre 2024**  
**Nancy**

JOURNÉES DU TRAVAIL SOCIAL

ORGANISATION : FÉDÉRATION DES  
ACTEURS DE LA SOLIDARITÉ  
INSCRIPTION : [CLIQUEZ ICI](#)

**15 octobre 2024**  
**Noyon**

JOURNÉE RÉGIONALE DU CREHPSY HAUTS-  
DE-FRANCE

ORGANISATION : CREHPSY HAUTS-DE-  
FRANCE  
INSCRIPTION : [CLIQUEZ ICI](#)

**5 novembre 2024**  
**Paris**

LES ORS, RESSOURCES DES POLITIQUES  
LOCALES AU SEIN DES TERRITOIRES

ORGANISATION : FNORS ET LES ORS  
INSCRIPTION : [CLIQUEZ ICI](#)

**19 novembre 2024**  
**Saint-Quentin**

**Hybride**

JOURNÉE ANNUELLE DE LA PF2S SPORT-  
SANTÉ

ORGANISATION : PF2S  
INSCRIPTION : [CLIQUEZ ICI](#)

## Plateforme sanitaire et sociale Hauts-de-France

Éditeur : OR2S, faculté de médecine, 3 rue des Louvels, 80036 Amiens cedex 1  
Tél : 03 22 82 77 24, courriel : [info@or2s.fr](mailto:info@or2s.fr) site : [www.or2s.fr/www.pf2s.fr](http://www.or2s.fr/www.pf2s.fr), courriel : [plateforme@or2s.fr](mailto:plateforme@or2s.fr)  
Directeur de publication : P<sup>r</sup> Maxime Gignon (OR2S)

Comité de rédaction : Sophie Debuissier (OR2S), Anne Duchemin (Dreets), Cécile Gauthiez (OR2S), Claire Joly (conseil régional), Grégory Marlier (conseil régional), Nadia Rouache (conseil régional), Julien Salingue (institut catholique de Lille), Nadège Thomas (OR2S), Christophe Trouillard (Dreets), David Verloop (ARS)

Rédaction : Cécile Gauthiez, mise en page : Sylvie Bonin  
n° ISSN : 2679-0033 (en ligne) - Dépôt légal juillet 2024

*Inscrivez-vous ici  
pour recevoir la lettre électronique et les informations  
de la Plateforme sanitaire et sociale Hauts-de-France*



Direction régionale  
de l'économie, de l'emploi,  
du travail et des solidarités

